

PAR AILLEURS

# Burkina Faso : à l'école du local

BRUITS DE FOND



par **Éveline M.F.W. Sawadogo Compaoré et Soungalo Soulama**,  
Institut de l'Environnement  
et de Recherches Agricoles  
du Burkina Faso (INERA),  
**Prosper Sawadogo**, FAO,  
et **Gilles Maréchal**, Terralim

**B**IEN qu'en diminution, la malnutrition reste préoccupante au « pays des hommes intègres ». Selon la FAO, elle a provoqué en 2018 des retards de croissance chez 25% des enfants, qui souffrent d'insuffisance pondérale (17,8%). Une moyenne nationale qui masque des situations plus graves, en particulier dans la région du Sahel. Sans oublier le changement climatique qui menace encore d'aggraver l'insécurité alimentaire du pays.

Considérant que la satisfaction des besoins des enfants rejaillit sur toute la population, aujourd'hui et demain, le président de la République a pris l'engagement « *d'assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour* » et il articule cette promesse avec la priorité donnée à l'achat des produits locaux dans les commandes publiques.

Cette stratégie, qui s'appuie sur des politiques déjà mises en place, repose sur quatre composantes dans une optique systémique : 1) optimiser la disponibilité des denrées alimentaires pour approvisionner des cantines scolaires en stimulant prioritairement la production des sept bases de la diète burkinabé : riz, maïs, niébé (une légumineuse à graines), petit mil, manioc, lait, huile, par le crédit et l'assistance technique à des producteurs individuels, coopératives, entreprises et organisations professionnelles agricoles ; 2) accroître les revenus et les condi-

tions de vie des familles en situation de précarité alimentaire, en leur achetant leurs productions pour les écoles ; 3) améliorer la valeur nutritionnelle des menus scolaires, en développant l'éducation en matière d'alimentation et la transformation des aliments locaux ; 4) associer les élus locaux, parents et acteurs du système éducatif à la gouvernance des cantines scolaires.

Ces cantines existaient déjà au Burkina Faso dès la période coloniale : elles impliquaient de force parents d'élèves et chefs de village. La réforme de l'école en Afrique Occidentale Française (AOF), en 1946, a mis en place des fermes où les élèves produisaient leurs aliments. Après les indépendances, avec le nombre croissant des élèves, ces cantines sont devenues tributaires

de l'aide alimentaire d'ONG. L'État, alors la Haute-Volta, s'était retiré. Depuis les années 2000, l'aide des ONG s'est tarie, appelant une nouvelle dynamique qui implique tous les acteurs afin de rendre l'approvisionnement des cantines autonome dans une stratégie de développement interne et locale. Aujourd'hui, dans les provinces du Kourwéogo et d'Ouhittenga, certains établissements pilotes réinstaurent des jardins scolaires. Depuis 2018, l'initiative « *cantine endogène* » s'appuie sur les parents d'élèves pour repenser l'alimentation scolaire.

En 2019, à l'initiative du conseil régional du Centre, un forum tripartite Burkina-Brésil-France a réuni, à Ouagadougou, producteurs, élus locaux, scientifiques, associations pour échanger sur les systèmes alimentaires territorialisés. L'enjeu : porter un regard croisé sur d'autres expériences, notamment celle du Brésil qui, depuis 2002, est la référence des démarches d'approvisionnement territorialisé. Le programme national d'alimentation scolaire y a touché plus de 40 millions d'enfants. Du grain à moudre pour les chercheurs burkinabé qui étudient des stratégies pour parvenir à une meilleure alimentation des élèves et à une sécurité alimentaire durable. Et réaliser, selon le vœu du chef d'État, l'objectif du Millénaire pour le développement, à savoir réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim. ♦